

MAPA 02-2025-R

Service social du travail et prestations de psychologues du travail

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES LOT 1 Service social du travail



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 LOT 1	3
SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL.....	3
1.1 Actions individuelles	3
1.2 Actions concertées	3
1.3 Actions collectives – demi-journées d’information	4
1.4 Actions spécifiques – participation et/ou consultation relative aux projets menés en interne.....	4
CHAPITRE 2 MODALITES D’EXECUTION DE LA PRESTATION.....	4
2.1 Organisation	5
2.2 Informations nécessaires à la mission de l’assistant.e social.e	5
2.3 Encadrement technique.....	5
CHAPITRE 3 BORDEREAU DE PRIX	5

CHAPITRE 1 LOT 1 SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL

L'objet de la prestation s'inscrit dans le cadre des missions de Service Social du travail. Elle est tournée vers l'organisme et vise à prendre en compte la personne du salarié dans son environnement professionnel et propose un accompagnement spécialisé des salariés en difficulté sur le plan personnel.

Ce marché se décompose en 4 types d'actions simultanées : les actions individuelles et les actions concertées faisant partie du marché de base encore appelé prestation forfaitaire annuelle, les actions collectives et spécifiques chiffrées à part et sous réserve d'une demande expressément formulée par l'Urssaf Bretagne.

1.1 Actions individuelles

Le Service social est à disposition de tout salarié de l'organisme qui rencontre des difficultés induites par sa vie professionnelle et / ou sa vie privée ou par l'interaction de ces deux domaines.

Ses domaines d'intervention concernent :

La vie professionnelle :

- Il participe, en complémentarité avec les services de l'organisme à diverses actions visant à trouver des solutions aux éventuels problèmes liés à la vie professionnelle des salariés : arrivées ou départ, reclassement interne ou externe, mutation géographique, cessation ou reprise d'activité, absentéisme
- Il contribue au suivi des personnes en arrêt maladie ou accident du travail ou maladie professionnelle, peut être sollicité pour préparer leur retour et participer à leur réinsertion dans leur environnement de travail.
- Il participe aux actions liées à l'emploi de personnes handicapées
- Il accompagne les salariés dans leur adaptation lors de changements liés à l'activité professionnelle (écoute et soutien, réflexion autour des réticences au changement...)
- Il contribue à la prévention des risques psychosociaux

La vie personnelle :

- Avec le salarié, il réalise un accompagnement en cas de difficultés personnelles et recherche des solutions adaptées : difficultés familiales, séparation, difficultés financières ou budgétaires, surendettement, conséquences des problèmes de santé et maladies longues durées, problématiques de logement...

Les interférences entre ces deux sphères :

- Le service social du travail peut être consulté par l'organisme, le salarié ou sa hiérarchie pour toute problématique concernant l'interférence entre ces deux domaines. Il peut s'agir par exemple de l'impact que peut avoir la maladie ou l'invalidité sur la vie privée et professionnelle d'une personne.

1.2 Actions concertées

Par connaissance des situations individuelles, la prise en compte des contraintes de l'organisme, le service social apporte :

- Une évaluation, une analyse des situations sociales permettant à l'encadrement de trouver les solutions adaptées

- Une approche des effets possibles des changements organisationnels prévus ou engagés

Avec l'accord du salarié, le service social peut proposer à la Direction les mesures ou aménagements qu'elle préconise pour l'agent.

Son activité s'exerce en relation et en concertation avec

A l'intérieur de l'organisme :

- La Direction des Ressources (Responsable RH et Responsable Santé au Travail)
- Il effectue, lors de ses contacts périodiques, un point régulier sur les dossiers et problématiques rencontrées, dans le respect de la déontologie et des règles de confidentialité, avec la personne référente de son activité au sein de l'organisme

A l'extérieur de l'organisme :

- Les organismes administratifs, médicaux, sociaux ou juridiques qui constituent son réseau professionnel

1.3 Actions collectives – demi-journées d'information

Avec l'accord de l'organisme, le Service social du travail pourra être partenaire ou organisateur de demi-journées d'informations collectives ou de prévention.

Il s'agira d'interventions thématiques traitant :

- De la maladie et l'invalidité,
- Du handicap,
- De la gestion du budget,
- Et d'autres sujets définis au fur et à mesure de la réalisation du marché de prestations.

Ces prestations, facturées en plus du forfait annuel, feront l'objet d'une demande et d'un accord préalable de l'Urssaf Bretagne qui établira à chaque fois un bon de commande, daté et numéroté.

1.4 Actions spécifiques – participation et/ou consultation relative aux projets menés en interne

Le Service social pourra être amené à participer à la demande de la Direction, à des réunions internes sur des thèmes spécifiques dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action « Santé et conditions de travail » local notamment.

Ces prestations spécifiques, facturées en plus du forfait annuel, feront l'objet d'une demande et d'un accord préalable de l'Urssaf Bretagne qui établira à chaque fois un bon de commande, daté et numéroté.

CHAPITRE 2 MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

L'intervention du Service social dans le cadre du contrat concerne l'ensemble des sites de l'Urssaf Bretagne. Le marché sera conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de début de la prestation, soit le 16 juin 2025.

2.1 Organisation

L'intervention sera réalisée par des assistant.e.s sociales du Service Social affecté.e.s à cette mission.

Ils / elles interviendront sur demande des salariés par téléphone (numéro non surtaxé) ou par mail. Une permanence téléphonique sera proposée en continu sur l'année, du lundi au vendredi de 9h à 18h, pour la prise de contact ou un premier niveau de réponse. Un RDV sera proposé par téléphone ou visio conférence Teams, dans un délai raisonnable.

Si le suivi du dossier nécessite un déplacement pour l'assistant.e social.e, par exemple pour un rendez-vous en face à face avec le salarié, celui-ci devra faire l'objet d'un accord préalable de l'organisme et sera facturé en sus, conformément au bordereau de prix fourni en annexe.

Le service social devra communiquer un nom d'interlocuteur et un numéro de téléphone direct à la Direction RH de l'Urssaf Bretagne pour faciliter les échanges mutuels et parfois urgents.

2.2 Informations nécessaires à la mission de l'assistant.e social.e

La Direction Ressources de l'Urssaf Bretagne s'engage à mettre à disposition de l'assistant.e social.e, les documents indispensables :

- A la connaissance de l'entreprise : organisation, organigramme, document unique d'évaluation des risques professionnels, organisation du travail, statut du personnel...
- A la connaissance de son personnel : type d'emploi, référentiels, qualifications
- A la connaissance de la réglementation s'appliquant aux salariés : Convention collective, accords locaux, mutuelle, prévoyance, retraite, aides financières possibles...

La Direction des Ressources fournira également à l'assistant.e social.e les informations nécessaires concernant la vie de l'entreprise (arrêts de travail, événements familiaux, nouvelles embauches...).

Ensemble d'informations que le Service Social s'engagera à utiliser dans le respect des règles définies avec le Service Ressources Humaines ainsi que des règles de déontologie liées à l'exercice du métier.

L'assistant.e social.e aura à sa disposition les éléments relatifs à la sécurité des personnes dans les bâtiments ainsi que les règles de confidentialité à respecter.

2.3 Encadrement technique

Le Service Social assure en sa qualité d'employeur la responsabilité hiérarchique des assistantes sociales et la gestion de la prestation au sein de l'organisme (remplacement, suivi des interventions, coordination et compte rendus d'activité...)

L'assistante sociale exerce son activité en respect des règles éthiques et déontologiques de sa profession. Elle est soumise au « secret professionnel » en vertu des articles 225 du Code de la famille et de l'Aide sociale, 226-13 et 226-14 du Code Pénal.

CHAPITRE 3 BORDEREAU DE PRIX

Cf cadre de réponse.